

OK

REPUBLIQUE  
DE  
VANUATU



REPUBLIC  
OF  
VANUATU

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

18 juillet 1983 No. 23

18th July, 1983

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

ARRETE

ARRETE No.27 DE 1983 SUR LES  
PECHES (IMMATRICULATION) DES  
BATEAUX DE PECHE ETRANGERS

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ORDER

THE FISHERIES (REGISTRATION OF  
FOREIGN FISHING VESSELS) ORDER  
No.27 OF 1983

REGLES RELATIVES AUX FRAIS DE  
JUSTICE (MATIERES CIVILES)  
1983

SOMMAIRE

PAGE

INSTRUMENT CONSTI-  
TUTIONNEL 2

AVIS D'IMMATRICULATION 8-9

CONTENTS

PAGE

CONSTITUTIONAL APPOINTMENT 1

LEGAL NOTICES 3-7

REPUBLIC OF VANUATU

The Fisheries (Registration of Foreign Fishing Vessels)

Order No. 27 of 1983

To provide for the registration of foreign fishing vessels in a regional register.

IN EXERCISE of the power contained in section 7 of the Fisheries Act 1982, I hereby make the following Order :-


**FOREIGN FISHING VESSELS TO BE REGISTERED IN A REGIONAL REGISTER**

1. No licence shall be issued in respect of a foreign fishing vessel unless such vessel is listed in good standing in the register maintained by the South Pacific Forum Fisheries Agency at Honiara in the Solomon Islands and known as the South Pacific Forum Fisheries Agency Regional Register of Foreign Fishing Vessels.

**COMMENCEMENT**

2. This Order shall come into force on the first day of September, 1983.

DATED this 13<sup>th</sup> day of July 1983.

  
S. J. REGENVANU  
Minister of Land and Natural Resources

REPUBLIQUE DE VANUATU

UTAWAVU TO NI UNWEN

ARRETE N° 27 DE 1983 SUR LES PECHEES (IMMATRICULATION)

DES BATEAUX DE PECHE ETRANGERS

Prévoyant l'immatriculation des bateaux de pêche étrangers sur un registre régional.

Le Ministre des Affaires foncières et des Ressources naturelles

OU les dispositions de l'article 7 de la loi n° 7 de 1982 sur les Pêches,

**A R R E T E :**

**IMMATRICULATION REGIONALE DES BATEAUX DE PECHE ETRANGERS**

1. La délivrance d'une licence de pêche pour un bateau, étranger est subordonnée à l'immatriculation de ce bateau, comme étant en règle, sur le registre établi par l'Agence des pêches du forum du Pacifique Sud, à Honiara, aux îles Salomon et connu sous le titre de "Registre régional des bateaux de pêche étrangers de l'agence des pêches du forum du Pacifique Sud."

ENTREE EN VIGUEUR

2. Le présent Arrêté entrera en vigueur le 1er septembre 1983.

Fait le ... 13. July. 1983

UTAWAVU TO NI UNWEN

S. J. REGENVANU

Ministre des Affaires foncières et des Ressources  
naturelles

REGLES RELATIVES AUX FRAIS DE JUSTICE (MATIERES CIVILES 1983)

LA COMMISSION JUDICIAIRE

VU les dispositions de l'article 45 du Règlement n° 30 de 1980 relatif à l'organisation du système judiciaire et sur approbation du ministre des finances, arrête les règles suivantes :

**FRAIS DE JUSTICE**

1. Les montants exigibles des frais de justice figurant aux colonnes 2 et 3 de l'annexe correspondent aux matières figurant en regard dans la colonne 1.

**EXEMPTION EN FAVEUR DES ETATS ETRANGERS**

2. Le paiement des frais spécifiés à l'annexe pour toute procédure n'est pas exigible dans le cas où une convention passée entre le gouvernement de Vanuatu et un Etat étranger prévoit l'exemption des frais.

**PAIEMENT DES FRAIS**

3. Les frais prescrits par les présentes Règles sont payables à un agent du tribunal et le document qui en fait l'objet doit porter mention de la somme perçue ainsi que de la date de perception.

**ENTREE EN VIGUEUR**

4. Les présentes Règles entreront en vigueur à la date de leur publication au Journal officiel.

FAIT par la Commission judiciaire le 10 juin 1983.

Frederick G. COOKE

Président de la Cour suprême

Président de la Commission

W.V. KATTAN

Attorney general

Membre

G. VASARIS

Auxiliaire de justice

Membre

ANNEXE

COLONNE 1

COLONNE 2

COLONNE 3

Procédures ou matières civile

Tribunaux de première instance

Cour suprême

1. Dommages-intérêts à montant déterminé :

Non supérieur à 50.000 VT

1.000 VT

100.000 VT

1.500 VT

200.000 VT

2.000 VT

5.000 VT

Supérieur à 200.000 VT

3.000 VT

6.000 VT

2. Dommages-intérêts pour dommages

corporels permanents :

Non supérieurs à 200.000 VT

2.000 VT

Supérieurs à 200.000 VT

3.000 VT

6.000 VT

3. Dommages-intérêts entre propri-

étaires et locataires

Montant non supé-  
rieur à 500.000 VT

3.000 VT

500.000 VT

6.000 VT

4. Recours prévus

1) par le Règlement n° 5 de 1966  
relatif à l'entretien de la  
famille

1.000 VT

2) par le Règlement n° 13 de 1966  
relatif à l'entretien des en-  
fants naturels autochtones

1.000 VT

5. Assignation ou convocation dans le  
cas d'introduction de recours judi-  
ciaire, lorsque le montant impliqué  
ne peut pas être estimé

2.500 VT

6.000 VT



MATIERES CIVILES DIVERSES

6. Toute demande, requête ou convocation ne faisant pas l'objet de frais autrement précisés

1.000 VT

5.000 VT

7. Action pétitoire incidente, sur la valeur du bien impliqué, montant calculé sur la base des frais exigibles pour la délivrance d'une assignation.

8. Compensation ou demande reconventionnelle : montant calculé sur la base des frais exigibles pour la délivrance d'une assignation.

9. Audience :

i) si le défendeur reconnaît la recevabilité de la demande ou fait défaut

NEANT NEANT

ii) si le bien fondé de la demande est contesté, montant égal aux frais exigibles pour la délivrance d'une assignation par journée d'audience entière ou partielle.

1000

1000

1000

1000

1000

1000

MATIERES CIVILES DIVERSES

Pour :

- |  |          |          |
|--|----------|----------|
| 1. Demande verbale au greffier   | 250 VT   | 1.000 VT |
| 2. Ordre de renvoi à des arbitres etc.   | 500 VT   | 1.000 VT |
| 3. Audience d'un renvoi devant un rapporteur officiel, par journée, entière ou partielle   | 2.000 VT | 4.000 VT |
| 4. Audition d'un témoignage  | 1.000 VT | 2.000 VT |
| 5. Dépôt de déclaration sous serment, notification ou autre document   | 200 VT   | 2.000 VT |
| 6. Toute citation à témoin   | 200 VT   | 1.000 VT |
| 7. Prestation de serment ou déclaration ne faisant pas l'objet de frais spécifiques (pour chaque déclarant)  | 100 VT   | 500 VT   |
| 8. Timbrage de toute pièce à conviction ou document annexe   | 50 VT    | 200 VT   |
| 9. Timbrage de toute pièce à conviction ou pièce justificative dans toute cause ou matière civile du ressort du tribunal, du rapporteur ou de l'arbitre nommé par le tribunal ou agréé par les parties | 50 VT    | 200 VT   |
| 10. Attestation de signature d'un document ou d'exécution de tout acte authentique, pour chaque document ou acte et pour chaque copie de ces pièces (quel que soit le nombre des parties)              | 500 VT   | 1.000 VT |
| 11. Certification d'une copie d'un document à titre d'expédition ne faisant pas l'objet de frais spécifiques   |          |          |
| a) sur papier ministre ou petit format   | 100 VT   | 500 VT   |
| b) grand format  | 150 VT   | 200 VT   |

- 12. Apposition du sceau du tribunal à tout document ne faisant pas partie du dossier d'un procès 150 VT 500-VT
- 13. Tout jugement officiel 1.000 VT 2.000 VT
- 14. Toute ordonnance ou expédition d'ordonnance ne faisant pas l'objet de frais autrement précis 1.000 VT 2.000 VT
- 15. Ordonnance d'habeas corpus 1.000 VT
- 16. Mandat d'amener une partie ou un témoin 200 VT 1.000 VT
- 17. Saisie foraine 1.000 VT
- 18. Délivrance de certificat d'achat de bail foncier vendu par jugement, par tranche entière ou partielle de 10.000 VT du prix d'achat 1.000 VT
- 19. Recueil par écrit de déposition de toute personne sur ordre du tribunal 200 VT 1.000 VT
- 20. Inventaire de biens sur ordre du tribunal, par journée entière ou partielle 500 VT 2.000 VT
- 21. Consultation d'archives, par jour
  - a) au sujet d'une période n'excédant pas six mois 1.000 VT 1.000 VT
  - b) au sujet d'une période de plus de six mois 2.000 VT 2.000 VT
- 22. Services de l'agent du tribunal accompagnant le juge ou l'arbitre lors d'une inspection d'immeuble (en plus des frais de déplacement), pour chaque partie et par journée entière ou partielle 2.000 VT



- 23. Copie de tout document ou procédure, par page
  - a) sur papier ministre ou petit format 150 VT 150 VT
  - b) grand format 150 VT 150 VT
- 24. Comparution devant le juge pour toute matière 1.000 VT 5.000 VT
- 25. Nomination de notaire ou d'officier ministériel habilité à recevoir les déclarations sous serment 5.000 VT
- 26. Demandes de divorce devant le juge ou au tribunal, par journée entière ou partielle 5.000 VT
- 27. Toute demande en matière de droit des sociétés 2.000 VT

**EXECUTION EN PROCEDURES CIVILES**

Pour :

- 1. Demande d'exécution d'ordonnance de saisie ou d'incarcération d'un débiteur condamné par jugement 500 VT 1.000 VT
- 2. Exécution de toute ordonnance ou mandat relatifs à des biens 1.000 VT 2.000 VT
- 3. En de possession par huissier, par jour 500 VT 1.000 VT
- 4. Nomination d'huissier 500 VT 1.000 VT
- 5. Exécution d'un jugement de prise de possession ou de remise 1.000 VT 5.000 VT
- 6. Vente aux termes d'un mandat de saisie-exécution incluant l'encaissement du produit de la vente et la remise des biens, frais calculés sur le montant de la vente 10% 10%

- 7. Demande d'exécution d'un jugement et vérification des moyens de paiement d'un débiteur condamné 1.000 VT 5.000 VT
- 8. Arrestation d'un débiteur condamné et transfert à la prison (en plus des frais de déplacement) 1.000 VT 5.000 VT
- 9. Tout autre acte légal non spécifié ci-dessus, frais prescrits par le tribunal, jusqu'à concurrence de 5.000 VT.

**SIGNIFICATION EN ACTIONS CIVILES**

- 1. Signification d'assignation, de citation à témoin ou de toute autre procédure, pour chaque partie ou témoin, si la signification a lieu à plus de 3 Km du tribunal, un montant minimum de 100 VT pour 1 Km,6 et les frais normaux de déplacement réellement assumés sont exigibles en plus des frais de signification 1.000 VT 1.000 VT
- 2. Préparation d'un procès-verbal de signification sur ordonnance du tribunal 1.000 VT 1.000 VT
- 3. INTERPRETATION EN PROCEDURE CIVILE
  - Matières constitutionnelles, par journée entière ou partielle 20.000 VT
  - Matières non constitutionnelles, par journée entière ou partielle 10.000 VT

**PROCEDURES NON-CONTENTIEUSES**

Toute demande déposée au cabinet d'un juge 2.000 VT 5.000 VT

**APPELS CIVILS**

Pour :

- 1. Notification d'appel d'un jugement définitif (y compris la fixation de la date et la notification d'audience) 5.000 VT 10.000 VT
- 2. Notification d'appel d'un jugement interlocutoire (y compris la fixation de la date et la notification d'audience) 5.000 VT 10.000 VT

3. Demande de :
    - a) prolongation de délai
    - b) fixation ou dispense de caution
    - c) autorisation de modification
    - d) ordres de signification
    - e) sursis d'exécution, ou
    - f) toute ordonnance, provisoire ou autre
  4. Notification au répondant
  5. Toute caution ou dépôt
  6. Justification de chaque caution
  7. Introduction de déposition sous serment ou autre document si les frais ne sont pas spécifiés
  8. Copies du procès-verbal d'appel à l'usage du tribunal, par page
    - a) de la copie certifiée conforme
    - b) pour chacune des copies non certifiées conformes
  9. Copies du procès-verbal d'appel, à l'usage des parties, par page
  10. Audience : mêmes frais que pour une notification d'appel mais si le répondant fait défaut, la moitié de ce montant
  11. Copie d'un jugement par page
  12. Inscription du jugement ou apposition du sceau sur le jugement rendu sur un appel
  13. Inscription ou apposition du sceau pour toute autre ordonnance de la Cour d'appel ou d'un de ses juges, ainsi que d'un juge de la Cour suprême, y compris les ordonnances cautionnement des frais et de prolongation de délai
- |  |          |           |
|--|----------|-----------|
|  | 5.000 VT | 10.000 VT |
|  | 5.000 VT | 5.000 VT  |
|  | 2.000 VT | 5.000 VT  |
|  | 1.000 VT | 1.000 VT  |
|  | 2.000 VT | 2.000 VT  |
|  | 500 VT   | 500 VT    |
|  | 250 VT   | 500 VT    |
|  | 300 VT   | 300 VT    |
|  | 150 VT   | 150 VT    |
|  | 2.000 VT | 3.000 VT  |
|  | 1.000 VT | 3.000 VT  |

14. Certification d'une copie du jugement ou d'ordonnance, par page	500 VT	500 VT
15. Tout certificat délivré par le greffier	500 VT	500 VT
16. Dépôt d'un état de frais et obtention de l'autorisation de percevoir	5.000 VT	5.000 VT
17. Sur toute tranche de 1.000 Vatu entière ou partielle des frais à percevoir	500 VT	500 VT
18. Certificat de dépens délivré par l'agent taxateur.	1.000 VT	5.000 VT





IN THE SUPREME COURT OF VANUATU

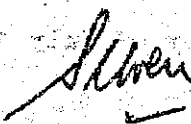
IN THE MATTER of

THE PRAWN COMPANY LIMITED	No. 113/83
TECHNOLOGY INTERNATIONAL LIMITED	No. 114/83
MELE TRUSTEES LIMITED	No. 115/83
VANUATU COCONUT OIL MILLS LIMITED	No. 116/83
UBC (VILA) LIMITED	No. 117/83
PROGRESSIVE SECURITIES LIMITED	No. 118/83
STOCKHOLDERS LIMITED	No. 119/83

and

IN THE MATTER of the Companies Regulation (Cap.9)

NOTICE IS HEREBY GIVEN that petitions for the winding up of the above-named companies by the Supreme Court of Vanuatu holden at Vila, were on the sixth day of July 1983 presented to the said Court by Stanley Uren, Registrar of Companies, Vila AND that the said petitions are directed to be heard before the Court sitting at Vila on the twenty-seventh day of July 1983 and any creditor or contributory of the said companies desirous to support or oppose the making of an order on the said petitions may appear at the same time of the hearing in person or by his counsel for that purpose; and a copy of the petition(s) will be furnished by the undersigned to any creditor or contributory of the said companies requiring such copy on payment of the regulated charges for the same.

  
Registrar of Companies



NOTE: Any person who intends to appear on the hearing of the above-named petitions must serve on or send by post to the abovenamed, notice in writing of his intention so to do. The notice must state the name and address of the person, or, if a firm, the name and address of the firm and must be signed by the person or firm or his or their solicitor (if any), and must be served or if posted, must be sent by one o'clock in the afternoon of the twenty-fifth day of July 1983.

**NOTICE OF DIVIDEND**

**NAME OF COMPANY:** PALETO INVESTMENTS LIMITED  
**ADDRESS OF REGISTERED OFFICE:** c/- Coopers & Lybrand, P.O. Box 240, B.I.S. Building, Vila.  
**NATURE OF BUSINESS:** General Investment Company

**COURT:** THE SUPREME COURT OF VANUATU

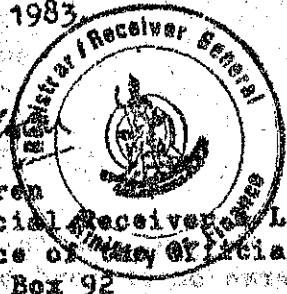
**NUMBER OF MATTER:** No 144 of 1981

**AMOUNT PER A\$1:** 100 CENTS

**FIRST & FINAL OR OTHERWISE:** FIRST AND FINAL

**WHEN PAYABLE:** 18th July 1983

Dated this twelfth day of July 1983

  
S. Uren  
Official Receiver/Liquidator  
Office of the Official Receiver  
P.O. Box 92  
Port Vila.



REPUBLIC OF VANUATU

COMPANIES REGULATION (CAP.9)

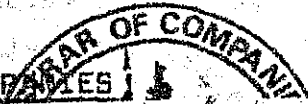
TAKE NOTICE pursuant to Section 369 of the Companies Regulation (Cap.9) unless cause be shown to contrary the name of:-

TELE MANAGEMENT LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu, and the company dissolved at the expiration of three months from this notice.

Dated at Vila this twelfth day of July 1983.

*Shree*  
REGISTRAR OF COMPANIES



REPUBLIC OF VANUATU

COMPANIES REGULATION (CAP.9)

TAKE NOTICE pursuant to Section 369 of the Companies Regulation (Cap.9) unless cause be shown to contrary the name of:-

STRUCTURAL CONSULTANTS LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu, and the company dissolved at the expiration of three months from this notice.

Dated at Vila this twelfth day of July 1983.

*Shree*  
REGISTRAR OF COMPANIES

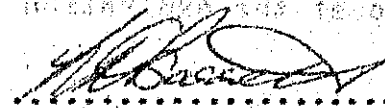


V.A.F. INTERNATIONAL LIMITED

1. NOTICE is hereby given that at a meeting of the Members of V.A.F. International Limited, duly convened and held in Port Vila, Vanuatu on 30th June 1983, the following resolution was passed as a special resolution:

THAT the Company be wound up voluntarily.

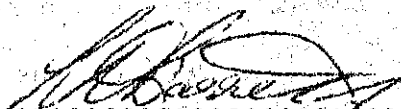
Dated at Port Vila, this 30th day of June, 1983.



.....  
Lindsay David Barrett,  
Liquidator,  
V.A.F. International Limited.

2. NOTICE is hereby given that at a meeting of the Members of V.A.F. International Limited duly convened and held at Port Vila, Vanuatu, on 30th June 1983, Lindsay David Barrett was appointed liquidator of the company, for the purpose of carrying out the voluntary liquidation of the company.

Dated at Port Vila, this 30th day of June, 1983.



.....  
Lindsay David Barrett,  
Liquidator,  
V.A.F. International Limited.

3. NOTICE is hereby given that there will be a meeting of the shareholders of the above company at the offices of Coopers & Lybrand 4th Floor, BIS Building, Kumul Highway, Port Vila at 8.00 a.m. on the 28th day of July 1983 for the purpose of distributing a final account of the winding up of the company.

Dated at Port Vila, this 30th day of June, 1983.



.....  
Lindsay David Barrett,  
Liquidator,  
V.A.F. International Limited.



REPUBLIC OF VANUATU

COMPANIES REGULATION (CAP. 9)

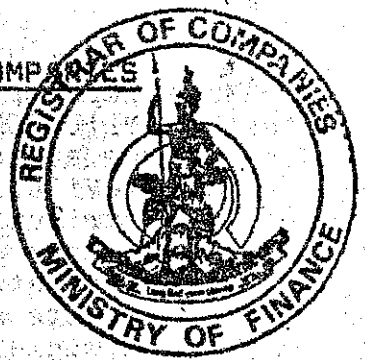
TAKE NOTICE pursuant to Section 369 of the Companies Regulation (Cap. 9) unless cause be shown to contrary, the name of:-

CALSTOCK MANAGEMENT LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu, and the company dissolved at the expiration of three months from this notice.

Dated at Vila this twelfth day of July 1983.

*[Signature]*  
REGISTRAR OF COMPANIES





COUR SUPREME DE VANUATU

AVIS D'IMMATRICULATION

(P. 343) D'une déclaration déposée le 27 juin 1983 au Greffe de la Cour Suprême de Vanuatu à Port-Vila, il résulte que :

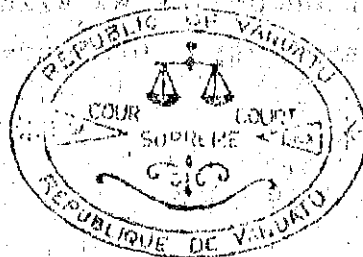
"LA SOCIETE INDUSTRIELLE DU VANUATU - SOCIVAN" Société Anonyme au capital de 119.500.000 vatu dont le siège social est à Port-Vila, route d'Erakor, ayant pour objet : étude et gestion de tous projets industriels, prise de participation dans des sociétés ayant des objets similaires, a fait une demande d'immatriculation au Registre du Commerce de Port-Vila (Vanuatu).

Ladite société est immatriculée sous le numéro 83 B 393.

Administration de la Société : Monsieur MORAULT Yves, né à Paris le 20 février 1951.

Port-Vila, le 27 juin 1983.

Le Greffier en Chef de la Cour Suprême



*J.R. Walsh*  
J.R. WALSH

AVIS D'IMMATRICULATION

D'une déclaration déposée le 4 juillet 1983 au Greffe de la Cour Suprême de Vanuatu à Port-Vila, il résulte que :

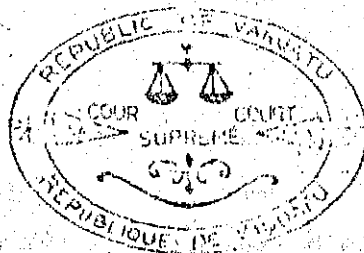
"L'UNION ELECTRIQUE DU VANUATU - UNELCO VANUATU" Société Anonyme au capital de 460.000.000 vatu dont le siège social est à Port-Vila, Rue Winston Churchill, ayant pour objet : production et distribution publique d'énergie électrique au Vanuatu, a fait une demande d'immatriculation au Registre du Commerce de Port-Vila (Vanuatu).

Ladite société est immatriculée sous le numéro 83 B 394.

Administration de la Société : Monsieur BRAULT Yves, né à Sace (Mayenne) le 9 décembre 1929.

Port-Vila, le 4 juillet 1983

Le Greffier en Chef de la Cour Suprême



*J.R. Walsh*  
J.R. WALSH

COUR SUPREME DE VANUATU

AVIS D'IMMATRICULATION

D'une déclaration déposée le 4 juillet 1983 au Greffe de la Cour Suprême de Vanuatu à Port-Vila, il résulte que :

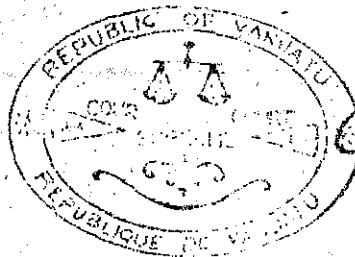
"LA SOCIETE COMMERCIALE D'ETUDES ET DE TRAVAUX DU VANUATU - SOCOMETRA VANUATU" Société Anonyme au capital de 165.000.000 vatu dont le siège social est à Port-Vila, route d'Erakor, ayant pour objet : études et exécution de tous travaux publics ou privés, a fait une demande d'immatriculation au Registre du Commerce de Port-Vila (Vanuatu).

Ladite société est immatriculée sous le numéro 83 B 395.

Administration de la Société : Monsieur BRAULT Yves, né à Sace (Mayenne) le 9 décembre 1929.

Port-Vila, le 4 juillet 1983

Le Greffier en Chef de la Cour Suprême



*J.R. Walsh*  
J.R. WALSH

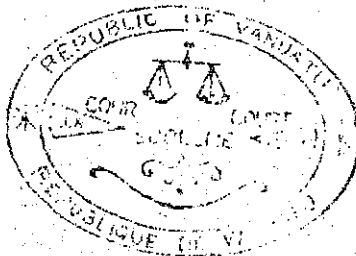
AVIS D'INSCRIPTION MODIFICATIVE

D'une déclaration déposée le 5 juillet 1983 au Greffe de la Cour Suprême de Vanuatu aux fins d'inscription modificative à l'immatriculation effectuée au Greffe de la Cour Suprême de Vanuatu de Port-Vila concernant la société dénommée "SOCIETE LA HOTTE", société à responsabilité limitée au capital de 400.000 vatu dont le siège est à Tagabe près de Port-Vila et immatriculée au Registre du Commerce de cette ville sous le No 78 B 304, il résulte que :

Par délibération des associés en date du 19 mai 1983, ont été désignés comme nouveaux gérants Messieurs Claude HUET et George COLLIN en remplacement de Monsieur Gérard GRUNETTE, démissionnaire.

Port-Vila, le 5 juillet 1983

Le Greffier en Chef de la Cour Suprême



*J.R. Walsh*  
J.R. WALSH